

L'hon. M. Benson: Monsieur l'Orateur, il n'y a rien que je puisse faire plus volontiers.

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser au ministre des Finances. S'il a eu des difficultés à communiquer avec les membres de l'Association canadienne des banquiers, était-ce parce que même si, par politesse, ils se sont montrés heureux de ce que le ministre s'adresse à eux, en fait, cela ne les intéressait pas réellement de lui parler?

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie.

[Français]

L'honorable député de Villeneuve...

M. Réal Caouette (Témiscamingue): De Témiscamingue, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur: Je m'excuse auprès de l'honorable député de Villeneuve...

[Traduction]

Je crois que le député de Saskatoon-Biggar a une question complémentaire à poser. Je lui permets d'en adresser une.

[Français]

Je reconnaitrai ensuite l'honorable député de Villeneuve—pardon, de Témiscamingue.

LA RÉDUCTION DU TAUX D'INTÉRÊT À L'ÉGARD DES AMÉLIORATIONS AGRICOLES

[Traduction]

M. A. P. Gleave (Saskatoon-Biggar): Monsieur l'Orateur, puis-je poser ma question complémentaire au ministre de l'Agriculture? Comme la Banque du Canada a récemment diminué son taux d'intérêt, la Société du crédit agricole a-t-elle pris une mesure semblable et les banques ont-elles réduit leurs taux aux termes de la loi sur les prêts aux améliorations agricoles?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, c'est au ministre des Finances qu'il appartient de répondre en ce qui concerne la loi sur les prêts aux améliorations agricoles. Quant à la Société du crédit agricole, je crois que nous rajustons les taux tous les six mois en nous inspirant du taux que paie le gouvernement pour l'argent au cours de cette période.

L'INDUSTRIE

LES MINES D'OR—LA POLITIQUE RELATIVE AUX SUBVENTIONS

[Français]

M. Réal Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à

[M. Lewis.]

l'honorable ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

Depuis la libéralisation du dollar canadien, les propriétaires des mines d'or sont dans une situation alarmante, puisqu'ils perdent \$1.50 l'once, et j'aimerais demander à l'honorable ministre s'il a l'intention d'annoncer prochainement une augmentation des subventions, mesure qui permettrait aux mines de poursuivre normalement leur exploitation?

[Traduction]

L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, j'ai rencontré récemment des représentants des collectivités où se trouvent les mines d'or et de l'Association minière du Canada qui m'ont présenté des observations au sujet du maintien de la loi d'urgence sur l'aide à l'exploitation des mines d'or et aussi des difficultés actuelles qui, comme l'indiquait le député, vont en s'aggravant. Mon ministère a entrepris une étude détaillée sur l'effet de l'abolition de la subvention. J'ai ordonné à mes hauts fonctionnaires de la terminer au plus tôt étant donné la conjoncture et la difficulté causée par le déblocage du dollar. J'espère pouvoir communiquer une décision administrative sous peu, à la suite de cette étude.

AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA RECONNAISSANCE DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE CHINOISE

Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince-Albert): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Depuis quelque temps déjà, nous n'avons pas eu de compte rendu sur les délibérations qui se déroulaient entre les représentants du Canada et de la Chine communiste. En Extrême-Orient, on estime en général que l'interruption de ces consultations tient au fait qu'un accord virtuel a été conclu entre la Chine communiste et le Canada mais que le gouvernement canadien n'a pas l'intention de l'annoncer avant les vacances parlementaires. Est-ce exact? J'aborde ce sujet en ce jour faste, alors que nous sommes tous bien disposés à cause de l'événement qui s'est produit au pays de «Heath». Le ministre nous fera-t-il maintenant un exposé assez complet, mais pas trop long, car il faudrait alors qu'il soit fait à l'appel des motions. Mais nous dira-t-il...

M. l'Orateur: A l'ordre. Sauf erreur la question a été posée. Je pourrais ajouter qu'on l'avait aussi posée hier, mais étant donné les circonstances très particulières, les députés voudront, je crois, que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures y réponde.